

Le pouvoir d'achat des familles en Bourgogne Franche-Comté

A travers l'observation de leur pouvoir d'achat, les parents font preuve de responsabilité vis-à-vis de leurs enfants. Ils font d'importants efforts budgétaires pour leur offrir les meilleures conditions de vie. Pour les assumer, ils investissent beaucoup sur leur capacité de travail et leur temps parental.

Mais le contexte économique en 2026 rend leurs efforts toujours plus compliqués. Ils sont plus nombreux qu'en 2024 à déclarer ne plus pouvoir faire plaisir à leurs enfants, ni même pouvoir leurs assurer leurs besoins essentiels. Des arbitrages budgétaires jusqu'à des renoncements s'imposent à la moitié des parents de la région.

Au regard de la loi, tout parent doit contribuer à l'entretien de son enfant. L'éducation ne peut donc être dissociée du contexte économique dans lequel l'enfant grandit. Dans la continuité de notre travail en réseau avec l'Unaf, nous nous sommes associés à l'enquête menée sur le pouvoir d'achat avec la société Opinion Way. Notre analyse régionale porte sur la manière dont les parents répondent aux besoins de leurs enfants en mettant en perspective certaines données nationales.

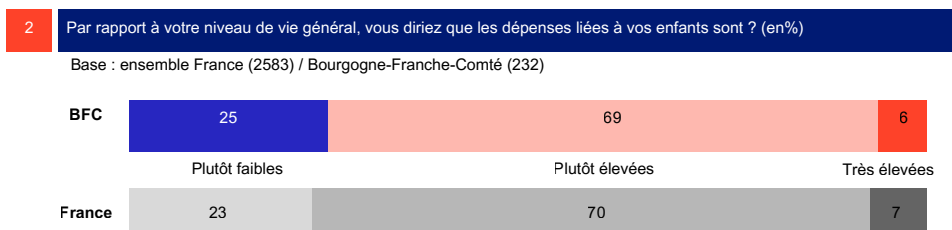
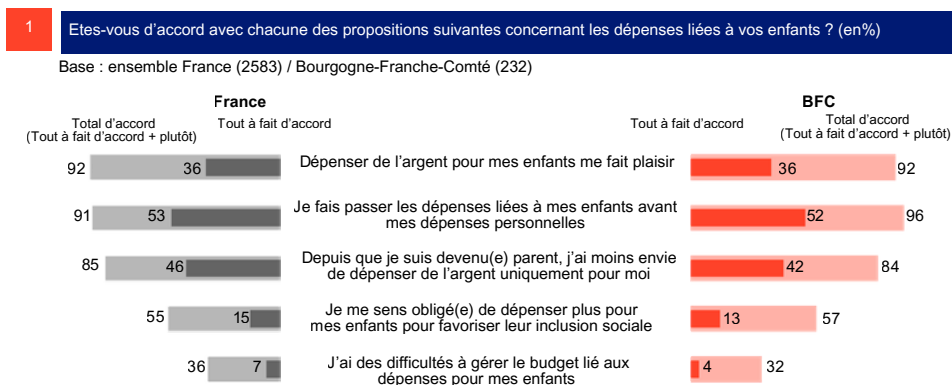
avant eux, ils semblent retirer une satisfaction propre qui répond elle-même, aux normes actuelles de la "bonne parentalité". Le sociologue Claude Martin², met en évidence que les parents contemporains sont soumis à une norme sociale qui les conduit à se sentir responsables des conditions de dévelop-

pement, d'épanouissement et de socialisation de leurs enfants. Mais ce n'est pas sans contrepartie. Répondre aux nombreux besoins de l'enfant semble demander des efforts financiers.

75% estiment que le budget dédié à leurs enfants est élevé compte tenu de leur niveau de vie.

L'enfant une priorité budgétaire

Dans l'enquête de l'Observatoire de la famille «Etre parent, aujourd'hui en Bourgogne-Franche-Comté»¹, 99% d'entre eux déclaraient en 2024, être fier de l'être. Pour 94%, ce rôle était source de bonheur. On comprend aisément que les enfants soient au cœur des préoccupations budgétaires familiales. Les dépenses qui leur sont dévolues sont une priorité. En 2026, 84% des parents ont moins envie de dépenser de l'argent uniquement pour eux-mêmes, 96% soulignent que les dépenses liées à leurs enfants passent avant les leurs. Pour 92%, elles sont même une source de plaisir. A travers le budget qu'ils leur consacrent, à leur volonté de les faire passer



L'enquête ne permet pas de fournir des données régionales, mais au plan national il est possible d'étayer les raisons de ce sentiment. Elle fait apparaître en moyenne, que selon les postes de dépenses, 6 à 7 français sur 10 font des efforts budgétaires importants pour financer le logement, la scolarité, l'alimentation, la santé... de leurs enfants. Mais ce n'est pas sans risque. Une frange élevée le fait en mettant en danger sa situation budgétaire. Un quart sont en difficulté pour assumer leur habitat. Selon l'Insee en 2024³, 27.8% de la consommation finale des ménages lui était consacrée (loyer, charges, énergie comprise). Cette réalité est liée à la crise du secteur et à l'augmentation des prix des services comme les énergies, l'eau... Il est difficile pour eux de faire face aux dépenses préengagées dont ils ont peu de maîtrise et de marge de négociation. Les vacances sont un poste où 29% des parents se mettent aussi en danger. Devenues une norme sociale fin du 20^{ème} siècle, ils font de leur mieux pour partir. La garde des enfants, l'habillement, la scolarité sont d'autres postes pour lesquels ils multiplient les efforts. Ils fragilisent près de 2 familles sur 10. Si toutes les catégories sont concernées, elles sont proportionnellement plus nombreuses à vivre ces réalités lorsqu'elles sont composées de 3 enfants et plus et/ou monoparentales et/ou vivant avec un faible niveau de vie.

Conscients des normes sociales, qu'elles soient portées sur les vacances ou non, la moitié des parents en France et en région n'hésitent pas à mettre en avant qu'ils se sentent obligés de dépenser plus pour leurs enfants de manière à favoriser leur inclusion sociale.

Les parents font preuve d'un grand sens des responsabilités

Ils ont deux ressources importantes à mettre au profit de leur famille : leur temps personnel et leur temps de travail. Mais le produit de leur activité professionnelle ne leur permet pas toujours de couvrir les besoins financiers liés à leurs enfants. **La moitié des Bourguignons-Francis-Comtois ont déjà adopté des stratégies pour accroître leur niveau de revenus en modulant leur disponibilité professionnelle.** Si 2 sur 10 ont bénéficié d'une promotion pouvant s'accompagner d'un accroissement de leur investissement professionnel, un tiers ont dû jouer sur la durée en mobilisant du temps de travail

encore disponible dans le cadre d'un temps plein de référence, soit en commençant à travailler, soit en délaissant leur temps partiel. Mais surtout, un tiers ont été dans l'obligation de s'investir davantage en cumulant des heures supplémentaires. Plus encore, 2 sur 10 ont cumulé une activité rémunérée en plus de leur emploi principal. Si l'on se rapproche des chiffres nationaux, les parents de la région sont concernés par ces réalités dans les mêmes proportions que ceux de la France.

L'échantillon national de taille plus conséquente, permet de mettre en avant que les jeunes parents, âgés de 18 à 29 ans, doivent adopter plus que les autres, ces stratégies visant à augmenter leur niveau de revenus pour leurs enfants. Le niveau de rémunération en début de carrière est probablement à mettre en cause. Les hommes aussi sont plus enclin à faire des heures supplémentaires que les femmes. La répartition traditionnelle des tâches est peut-être à souligner.

Face aux besoins de leurs enfants, les parents mobilisent leurs propres ressources. Ils transforment leur temps libre en temps rémunérateur. Mais cela ne suffit pas toujours, ils doivent aussi rationaliser leur temps. Le travail de production de la vie quotidienne est parfois plus avantageux sur un plan budgétaire.

Pour limiter les frais de garde de leurs enfants par exemple, la grande majorité des parents font des arbitrages au profit de leur budget. 7 sur 10 ont limité leur temps personnel pour éviter des

dépenses. 5 sur 10 ont aménagé leur vie professionnelle pour se rendre plus disponibles. 2 sur 10 ont même fait le choix d'arrêter ou de réduire leur activité pour éviter l'externalisation de la prise en charge de leur enfant jugée trop coûteuse.

En cherchant à accroître leurs revenus et en transformant leur temps personnel en temps parental, les parents assument leurs responsabilités.

Une gestion budgétaire autonome

Pour financer les dépenses familiales en dehors de leurs ressources classiques, les parents actionnent des stratégies liées à leur capital et à leurs pratiques budgétaires.

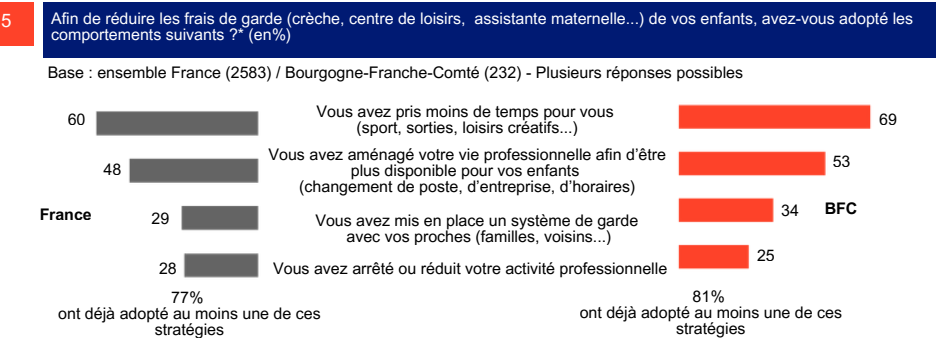
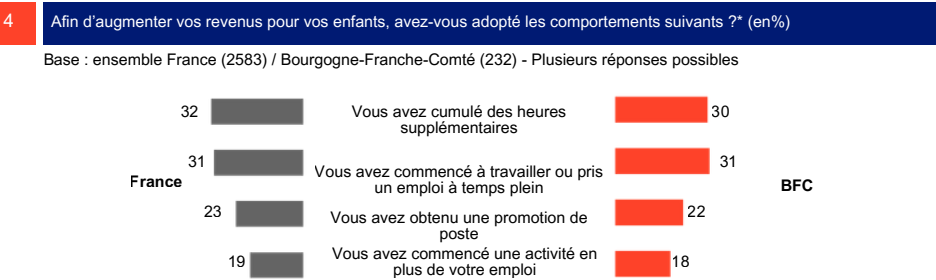
Avec le développement du marché de la seconde main, ils considèrent leurs équipements comme des produits pouvant avoir une valeur sur ce marché.

3

Par rapport à votre niveau de vie, faites-vous un effort budgétaire important pour financer les postes de dépenses suivants pour vos enfants ? (en%)

Base : ensemble France (2583)

	Oui, mais cela ne me met pas en difficulté	Oui, et cela me met en difficulté
Leurs vacances	40	29
Le logement (loyer, prêt immobilier)	38	27
Leur garde (crèche, centre aéré, assistante maternelle...)	35	24
Leurs divertissements (jouets, jeux, loisirs...)	49	22
Habillement des enfants	51	20
Leur équipement informatique téléphonique	41	20
Leur scolarité (frais d'inscription, fournitures...)	45	18
L'équipement de la maison pour vos enfants	45	18
Leur alimentation	52	16
Leur santé	46	14



³ Il pouvait s'agir d'une décision ponctuelle ou toujours d'actualité aujourd'hui (en%)

La moitié n’hésitent pas à revendre des objets dont ils ne se servent plus. Mais, la gestion du budget familial repose beaucoup sur l’épargne et les possibilités bancaires permettant d’étaler le financement des dépenses. Responsables, les parents anticipent les charges familiales et mettent de l’argent de côté. La moitié puisent ainsi dans leurs économies pour financer les dépenses de leur famille. **L’épargne est une pratique responsable mais son utilisation à court terme n’est pas sans risque sur l’avenir. Ces ressources sont dirigées vers les besoins immédiats des enfants. Aussi, la moitié des parents déclarent ne pas pouvoir préparer l’avenir de leurs enfants.**

Pour répondre à leurs contraintes budgétaires, faute de réserves, un quart des parents ont aussi recours à l’étalement des échéances par des services comme le crédit et/ou le découvert bancaire. Cette insuffisance de ressources n’est pas sans incidence. **Pour autant, rares sont ceux qui font appel à la solidarité familiale ou aux dispositifs sociaux pour financer leurs dépenses pour leurs enfants. Ils font preuve d’autonomie.**

Un contrôle des dépenses basé sur des renoncements

La gestion du budget familial impose de faire des arbitrages en fonction des besoins, des préférences, des contraintes liées aux ressources disponibles... Aussi les parents de la région sont très actifs pour trouver des solutions qui leurs permettent de limiter leurs dépenses. Comme la plupart des français, 80% sont à l’affût des promotions, ils recherchent le meilleur prix. S’ils se mobilisent pour revendre certains de leurs biens, ils ont intégré les produits de seconde main pour leurs propres besoins. Cette pratique est socialement acquise pour cette frange de la population : 60% achètent de la seconde main. Tel n’est pas le cas des solutions impliquant la location ou la mutualisation de biens. 2% des parents de la région utilisent cette option.

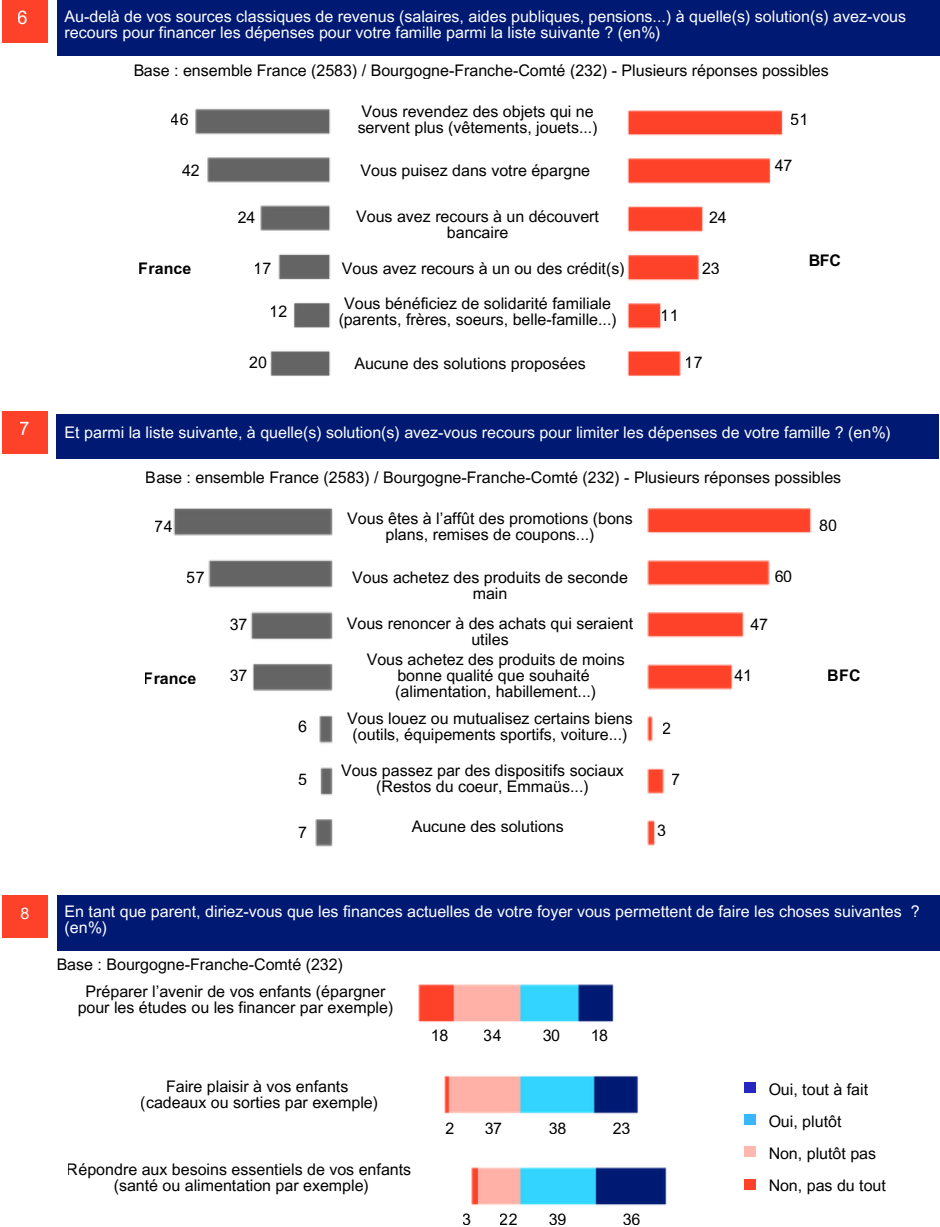
S’ils sont nombreux à être dans une démarche active de consommateur, leurs conditions budgétaires imposent pour bon nombre, des renoncements, qu’ils soient portés sur la qualité des produits ou la privation. 4 sur 10 se résignent à acheter des produits moins coûteux, de qualité moindre. Mais surtout, 47% des parents de la région renoncent à l’achat de biens ou services

qui leur seraient utiles pour limiter leurs dépenses. Ces privations sont très marquées sur le territoire. 37% des parents français retiennent cette option.

Un contexte économique de plus en plus défavorable

Le contexte inflationniste des années post COVID, le maintien des prix élevés, la crise énergétique actuelle sont autant de facteurs qui fragilisent le pouvoir d’achat. C’est sans compter le ralentissement de l’activité économique dans la région depuis 2024. L’Insee⁴ met en avant une baisse de l’emploi salarié et une progression du chômage. Ce marasme se traduit par une augmentation de la proportion de familles vivant dans un inconfort budgétaire. En effet, depuis 2022, les enquêtes de l’Observatoire de la famille contiennent des questions barométriques. Si l’on observait une

certaine stabilité dans les déclarations, **2026 marque un tournant. Entre 2024 et 2026, on observe une dégradation assez nette de leurs conditions de vie.** Les budgets se restreignent à l’essentiel et demandent encore des arbitrages. En 2024, 10% des parents déclaraient ne pas pouvoir répondre aux besoins essentiels de leurs enfants ; en 2026, 25% sont dans cette situation. En 2024, 29% indiquaient ne pas avoir les finances nécessaires pour faire plaisir à leurs enfants (cadeaux ou sorties par exemple) ; en 2026, 39% partagent cette réalité. Ainsi, un tiers des familles avec enfants connaissent des difficultés financières marquées, 10% ne peuvent y arriver sans faire de dettes, 22% y arrivent difficilement. 33% ont une situation jugée serrée. Ils doivent sans cesse faire attention pour ne pas basculer. 35% seulement disposent d’une situation aisée.



Un sentiment d'efforts budgétaires qui augmente avec l'âge de l'enfant

Indépendamment de leur situation familiale, l'enquête tend à définir, au regard des parents, à quel moment un enfant "coûte" le plus cher en terme budgétaire. La question comportait cinq tranches d'âges avec la possibilité d'en cibler trois. **Globalement, hormis la période de la maternelle, le sentiment qu'un enfant "coûte cher" croît au fur et à mesure qu'il grandit.** 51% des parents estiment que les dépenses pour un enfant avant 3 ans sont élevées, 25% entre 3 et 5 ans, 68% entre 6 et 13 ans, 81% entre 14 et 17 ans et 75% entre 18 et 19 ans. Le pic observé à l'adolescence est loin de diminuer avec l'entrée dans l'âge adulte, surtout dans la région. Si certains enfants entrent dans la vie active, nombreux sont ceux qui restent accompagnés par les parents, notamment en restant au domicile familial. D'autres voient leurs besoins accroître avec l'entrée dans la vie étudiante, l'offre universitaire et post bac étant basée essentiellement dans les pôles urbains alors que la population reste majoritairement rurale ou périurbaine. Si l'on se rapproche à l'ordre d'importance émise, 3 catégories d'âges sont très sensibles. La petite enfance : les frais de garde sont un point d'arbitrage financier et/ou professionnel. Ainsi 34% des parents la ciblent comme la tranche la plus coûteuse. L'adolescence et l'entrée dans l'âge adulte sont les deux autres. 27% citent en premier lieu la période de 14 à 17 ans et 26% entre 18 et 19 ans.

Cette représentation est sans doute à mettre en lien avec les efforts fournis par les parents pour offrir les meilleures conditions de vie à leurs enfants. Comme nous avons pu le voir par ailleurs, nombreux sont les postes budgétaires pour lesquels ils font des efforts. La diversification des dépenses peut expliquer ce sentiment qu'un enfant coûte de plus en plus cher avec l'âge.

Un sentiment de ne pas être soutenu par les politiques publiques

Face à leurs arbitrages et considérant que l'enfance est composée de temps qui coûtent de plus en plus cher, 75% des parents estiment que les dépenses liées à leurs enfants sont élevées. **Aussi la moitié des parents s'accordent sur le fait que le soutien de l'État à destination des familles avec enfants à charge est insuffisant.**

Parmi les mesures dénoncées, l'insuffisante prise en compte de la charge financière due aux enfants dans le calcul de l'impôt et l'attribution d'aide publique. 7 sur 10 la mentionnent. La complexité de l'organisation de l'Etat ou des collectivités territoriales est mise en avant. 7 sur 10 estiment que les démarches administratives pour bénéficier de prestations sociales sont trop lourdes. Le prix des services proposés pour accompagner les familles est aussi ciblé comme un frein à leur accès. 6 sur 10 estiment qu'ils ne sont pas abordables. Enfin, comme 7 parents sur 10 rencontrent des difficultés à concilier

vie familiale vie professionnelle au moins une fois par mois, 6 à 7 sur 10 estiment que les politiques publiques n'incitent pas suffisamment les employeurs à respecter cet équilibre. En 2022 l'enquête de l'Observatoire de la famille⁵ mettait en lumière que les entreprises devaient privilégier des horaires flexibles et/ou le télétravail.

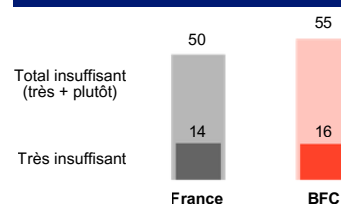
Au regard de leurs efforts et de leurs responsabilités, les 2/3 des parents n'auraient, toute chose égale par ailleurs, pas le budget pour avoir un enfant de plus.

9 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes vis-à-vis des pouvoirs publics ? (en%)

Base : Bourgogne-Franche-Comté (232)

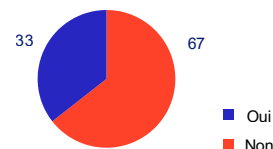
	Tout à fait d'accord	Total d'accord (tout à fait + plutôt)
Les impôts et les aides publiques actuelles ne prennent pas suffisamment en compte la charge financière due aux enfants	34	70
Les démarches administratives pour bénéficier des prestations sociales sont trop lourdes	33	73
Les tarifs des services publics destinés aux enfants (crèches, cantines, centres de loisirs) sont abordables	5	38
Les politiques publiques actuelles incitent suffisamment les employeurs à respecter l'équilibre entre vie familiale et vie professionnelle des parents	5	35

10 Le soutien de l'Etat aux familles avec charge d'enfant (baisse d'impôts, allocations, services...) vous semble-t-il suffisant ? (en%)



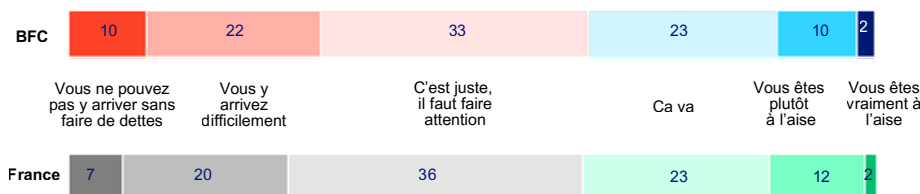
11 Toutes choses égales par ailleurs, auriez-vous le budget pour avoir un enfant de plus ? (en%)

Base : Bourgogne-Franche-Comté (232)



12 Actuellement, que diriez-vous de votre situation financière ? (en%)

Base : ensemble France (2583) / Bourgogne-Franche-Comté (232) - Plusieurs réponses possibles



¹ Observatoire de la famille BFC, "Etre parents aujourd'hui en Bourgogne-Franche-Comté" 2024

² Claude Martin, "Etre un bon parent" 2014

³ INSEE Référence, Dépenses de logement, 18/11/2025

⁴ INSEE Insee Conjoncture Bourgogne-Franche-Comté n°47, 2025

⁵ Observatoire de la famille BFC, "Comment les familles réussissent-elles à concilier leur vie familiale avec leur vie professionnelle en Bourgogne-Franche-Comté" 2023

Observatoire de la famille

Service d'études des Unions Départementales et Régionale des Associations Familiales de Bourgogne-Franche-Comté (Udaf/Uraf) dont la mission générale est de développer des outils de connaissances et d'informations sur la vie de l'ensemble des familles de la région.

Source

Réalisée par Opinion Way pour l'Observatoire des Familles Unaf-Udaf-Uraf entre le 29 janvier et le 19 février 2026, cette enquête s'adresse à des parents avec au moins un enfant de moins de 20 ans résidant au sein du foyer. Elle comprend 2583 retours au niveau national et 232 pour la région Bourgogne-Franche-Comté. L'échantillon est constitué selon la méthode des quotas au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socio-professionnelle, du nombre d'enfants et du département d'habitation. Certaines données ne sont pas disponibles au niveau régional compte tenu d'effectifs trop réduits dans les sous-populations. L'échantillon a été interrogé en ligne.

L'analyse présentée est réalisée par l'Observatoire de la famille de Bourgogne-Franche-Comté.